

Communiqué de presse

Paris, le 30 octobre 2025

**Les personnes retraitées manifesteront le 6 novembre
pour un Budget de l'État et un Budget de la Sécurité sociale
justes et efficaces.**

Alors que les débats sont en cours au Parlement pour l'adoption pour 2026 d'une Loi de Finances pour l'État et d'une Loi de Financement de la Sécurité Sociale, de trop nombreux parlementaires et les membres du gouvernement continuent de refuser d'adopter des mesures fiscales et budgétaires qui permettraient de ne plus enfoncer le pays dans un endettement au service des intérêts économiques et financiers. Pour ce faire, ils continuent de désigner tour à tour les personnes retraitées, les personnes immigrées, les personnes malades, les jeunes en étude, voire les personnes salariées qui travaillent et qui seraient mieux payées et traitées « que leurs voisins européens », comme responsables de la situation actuelle du pays. À les entendre, toutes ces personnes seraient des « assistées » vivant des richesses créées par les chefs d'entreprise et venant obérer leurs investissements et leurs innovations dans un monde concurrentiel.

Il y a deux ou trois vérités qu'il faut avoir en tête et que les riches et les très riches, celles et ceux qui les servent et toutes celles et tous ceux qui profitent du système actuel, ne dévoilent pas. Les richesses créées dans les entreprises, grandes comme petites, les administrations, les services publics, les associations, etc., sont toujours le résultat du travail d'hommes et de femmes, soit du travail direct, soit du travail accumulé et qu'on retrouve dans des équipements, des machines, des immeubles, etc. Et, à la sortie de cette création de richesses, déjà les détenteurs de capitaux viennent se servir. Ainsi, des économistes ont calculé que les salariés des entreprises du CAC 40 travaillent l'équivalent de 84 jours pour rémunérer les actionnaires de ces grandes entreprises (dividendes et opérations de rachat d'actions qui vont faire monter les cours de Bourse et la valeur des « patrimoines industriels »). Ce « partage », ramené sur l'année, signifie qu'à compter du 4 octobre de chaque année, les personnes salariées de ces grands groupes travaillent pour rémunérer les actionnaires ! Pendant le même temps, l'appareil d'État lui-même est mis au service des intérêts de cette même minorité privilégiée avec l'intervention, notamment, des politiques budgétaires. Un rapport sénatorial (ce ne sont pas « des gauchistes ») publié en juillet 2025 souligne que les exonérations et les aides publiques aux entreprises coûtent chaque année 211 milliards d'euros. Sans ces aides et exonérations, le budget de l'État comme celui de la Sécurité sociale ne connaîtraient aucune difficulté, d'autant plus qu'elles sont attribuées sans contreparties en matière d'augmentation des salaires ou des emplois. Il en ressort que les véritables « assistés » du système actuel de production, de distribution et de redistribution, ce sont les plus riches qui ne cessent de continuer de s'enrichir au détriment du reste du pays. Ce que les plus fortunés ne paient pas en impôts (suite aux cadeaux fiscaux, à la grande fraude facilitée, etc.), ils vont le prêter à un État qu'ils ont contribué à appauvrir, et ils perçoivent des intérêts sur leurs placements pendant que les classes moyennes et populaires subissent des coupes budgétaires et des limitations de

leurs revenus. Le « fardeau de la dette », le paiement des intérêts, n'est pas un partage entre générations : dès l'ouverture du prêt, il résulte des rapports de force sociaux (quand ils nous sont défavorables, ce sont les classes populaires qui paient et les privilégiés qui continuent de percevoir les intérêts).

C'est cette politique, dite « politique de l'offre », qualifiée de « politique du ruissellement » par Emmanuel Macron, qui a conduit à la situation actuelle et qui prive les budgets publics des recettes qui auraient été nécessaires (notamment pour financer les services publics comme ceux liés à l'accès aux soins et les hôpitaux, à l'aide à l'autonomie, à l'éducation, à l'environnement) mais qui sont allées enrichir une minorité. C'est avec de tels choix que les riches sont encore plus riches, et que plus ou moins tout le reste de la population voit sa situation se dégrader, pour elle et pour ses enfants.

L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraitées et Retraités Solidaires (UNIRS) reconnaît que, dans la situation actuelle, des choix doivent être faits. Mais il ne peut être question de reconduire, globalement, les politiques qui ont conduit à cette situation. Il faut donc un autre partage des richesses créées, dans les entreprises, dans les administrations et les services publics, et dans la société. Et il faut un autre budget 2026 pour l'État et pour la Sécurité sociale. Ainsi, il est inadmissible de baisser la surtaxe d'impôt sur les sociétés, baisse qui, de fait, devrait être compensée par le gel des retraites et des minimas sociaux et par la hausse des impôts sur le revenu. Le gouvernement veut faire les poches des pauvres et des personnes retraitées pour ne pas déplaire aux riches qui détiennent les principales entreprises. Par ailleurs, une telle opération ne règlerait en rien la réduction du déficit public. De même, le gouvernement envisage de faire contribuer plus les personnes malades (ALD, etc.) mais se refuse toujours à intervenir sur le prix des médicaments et sur la rémunération des laboratoires, lesquels pèsent dans le budget de l'assurance maladie.

Le gouvernement Lecornu, comme ceux de Bayrou, de Barnier, de Attal, de Borne, est le dernier avatar d'un système au bout du rouleau. Nous voyons les ultra-privilegiés crispés sur leurs privilèges comme les aristocrates en 1788 qui refusaient les mesures fiscales « réformistes » préconisées par Turgot et Necker. À l'époque, la richesse provenait principalement de la possession des terres, et ils repoussaient toute taxation foncière (l'outil de travail) comme toute taxation des bénéfices (les récoltes et les fermages). En 2025, ils refusent toute taxation de leur patrimoine (la richesse, désormais, c'est la possession des grandes entreprises, des multinationales notamment, par le biais de portefeuilles d'actions, etc.).

L'UNIRS, aux côtés d'autres organisations syndicales et associatives de personnes retraitées, appelle à participer partout aux manifestations qui auront lieu le jeudi 6 novembre contre le gel des pensions, contre toutes les mesures visant plus particulièrement les personnes malades et âgées, et pour des budgets publics justes et efficaces. Il faut que « l'effort » soit équitablement réparti, et que, notamment, les riches et les très riches contribuent à hauteur de leurs revenus et de l'ensemble de leurs richesses. Il faut lutter efficacement contre la grande fraude fiscale qui, avec les paradis fiscaux, permet aux privilégiés de la planète d'échapper partout aux contributions communes.